

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2014

Volume XV

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

L'ARC DE CRISE : ENTRE FANTASME GÉOPOLITIQUE ET « POLITIQUEMENT CORRECT »

PAR

ALAIN EL-MOUCHAN (*)

« Guerre froide », « Fin de l'histoire », « Nouvel ordre mondial », « Grand Moyen-Orient »..., les relations internationales semblent souvent se dérouler au rythme de concepts simples à vocation exhaustive. Les Américains sont passés maîtres dans l'art de forger les formules destinées à scander l'histoire. Aux événements de se plier aux concepts. Cependant, comment attendre de l'espace semblable docilité ? Nulle doctrine ne peut réduire les étendues et écraser les altitudes. La carte devrait donc fournir une référence invariable pour toute stratégie rationnelle. La carte nous rend comme « maître et possesseur » de l'espace, nous en permet la maîtrise intellectuelle dans une logique « cartésienne », prélude indispensable à une maîtrise matérielle.

Certes, la rationalité se met bien souvent au service des plus vils appétits, mais point de politique internationale ni guerre sans carte puisque, selon la formule de Napoléon, « *la politique des Etats est dans leur géographie* ». Certes, surgit alors le risque de tenir la carte pour un simple dessin qui, on le sait, vaut souvent mieux qu'un long discours. La carte peut ainsi devenir le substrat d'un authentique savoir autant qu'un instrument conçu pour emporter la conviction à l'aide d'une image-proposition, une « objectivation » de l'espace... rarement « objective ». Toutefois, si « *l'histoire est devenue la trame de la polémique politique* (1) », la géographie conserve une aura d'« *objectivité* » fort imméritée au vu des concepts à prétention géographique dont se nourrissent les idéologies. L'« arc – ou l'axe ou le croissant – de crise » est l'un d'entre eux. Depuis les années 1980, il est devenu un élément récurrent du discours géostratégique occidental sans qu'on sache très bien ce qu'il signifie.

Retracer la génération de ce concept est donc un premier pas indispensable pour tenter de comprendre son rôle dans l'élaboration des stratégies américaines au Moyen-Orient et pourquoi, après plusieurs décennies de bons et loyaux services, il hésite entre l'oubli et une nouvelle jeunesse.

(*) Professeur agrégé d'Histoire-Géographie.

(1) Yves LACOSTE, *La Géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, La Découverte, Paris, 1988, p. 87.

FORTUNE D'UN CONCEPT

Les concepts de la Guerre froide furent « froidement » rationnels, même lorsqu'ils nourrissent des stratégies déraisonnables. Celui d'« arc de crise », popularisé à la fin des années 1970, sort pourtant de cette catégorie dès sa naissance.

Un produit de la Guerre froide...

L'idée d'un « arc de crise » a déjà presque vingt ans lorsque Zbigniew Brzezinski, conseiller à la Sécurité nationale du président Carter, la popularise. Cependant, elle n'a servi qu'à modéliser la situation indochinoise de manière assez confidentielle (2). En 1979, il impose l'« arc de crise » sur la scène publique. Le *Time Magazine* en fait la couverture de sa livraison du 15 janvier avec un titre accrocheur : « *Crescent of Crisis. Troubles Beyond Iran* ». Le numéro développe l'idée, formulée par Zbigniew Brzezinski, selon laquelle « *un arc de crise s'étend le long des rives de l'océan Indien aux structures sociales et politiques fragiles dans une région pour [les États-Unis] d'une importance essentielle menacée de fragmentation. Le chaos politique qui pourrait en résulter pourrait bien laisser le champ libre à des éléments hostiles à nos valeurs et sympathiques à nos adversaires* » (3). Peut-être encore plus intéressante est la couverture de la revue, sur laquelle on découvre l'ours russe, tapi avec inquiétude sur une face cachée du globe où une courbure de la terre fantaisiste et des espaces gauchis de l'Éthiopie à l'Afghanistan forment un croissant rougeoyant comme le magma. Dès l'été de la même année, l'« arc de crise » trouve sa place, sous la signature d'un professeur de Science politique de l'Université de Berkeley, dans la plus fameuse de toutes les revues de Relations internationales, *Foreign Affairs* (4).

De plus, au-delà de cette représentation peu rigoureuse d'une crise qui déborde l'Iran de tous côtés, un sentiment d'étrangeté prédomine, car c'est bien la Russie et non les États-Unis qui semblent devoir redouter le plus cette coulée de lave, contrairement à ce qu'annonce le texte. A la provocation s'ajoute le paradoxe.

A peine cet « arc de crise » est-il validé par les plus sérieux centres de réflexion que les « anti-impérialistes » y voient non pas une situation constatée mais bien un projet manufacturé. L'« arc de crise » révélerait un sombre dessein, ourdi sur les conseils de l'« orientaliste » Bernard Lewis, en collusion avec Samuel Huntington, pour priver d'abord la nouvelle République islamique iranienne de la puissance conférée par la production d'hydrocarbures, puis en faire autant de l'Iraq, enfin pour « balkaniser » tous les pays islamiques membres de l'OPEP en jouant sur les clivages nationaux, religieux et tribaux,

(2) Claude Albert Buss, *The Arc of Crisis*, Doubleday, New York, 1961. En remontant plus loin, on trouverait sans peine l'origine du concept chez l'amiral Mahan, dans *The Problem of Asia and its Effect upon International Policies*, Little, Brown & Company, Boston, 1900, voire chez James Fairgrieve, Halford Mackinder ou Nicholas Spykman.

(3) Cf. le site Internet www.time.com/time/covers/0,16641,19790115,00.html.

(4) George LENCZOWSKI, « Arc of crisis : its central sector », *Foreign Affairs*, vol. LVII, n°4, 1979, p. 796-820.

en particulier les irrédentismes kurde et azerbaïdjanais (5). Les dénonciateurs de cette manipulation, issus du mouvement LaRouche ou de la paranoïa « complotiste », ne s'accordent d'ailleurs pas quant à l'objectif final : est-il d'encadrer l'URSS d'une « ceinture verte » destinée à exercer une pression sur ses frontières ou de soumettre aux Etats-Unis le contrôle des flux pétroliers via des républiques islamiques dociles... ou les deux à la fois ? Au paradoxe s'ajoute enfin l'idéologie sous sa forme la plus grossière.

En 1981, le spécialiste du Yémen, Fred Halliday, reconnaît que quatre pays enserrent le Moyen-Orient de leurs propres crises : Ethiopie, Yémen du Sud, Iran et Afghanistan. D'où sa question, renversant la logique de Zbigniew Brzezinski comme celle de ses détracteurs : « *les Russes sont-ils 'derrière' les événements de l'Arc ?* » A moins qu'ils n'exploitent des événements dont le moteur leur échappe ? C'est finalement cette interprétation qu'Halliday retient, faisant de l'« arc de crise » une « donnée » des relations internationales (6).

L'« arc de crise » est ainsi d'emblée un produit journalistique plus qu'un concept géostratégique, une image plus que la représentation schématique d'un espace et des phénomènes qui s'y matérialisent ou une modélisation destinée à mieux les comprendre (7). Néanmoins, ne serait-ce que par les débats qu'il suscite et les critiques qu'il encourt, il se trouve très vite légitimé comme un concept d'analyse.

... adapté au Nouvel Ordre mondial...

Loin de faire passer l'« arc de crise » au magasin des formules usagées, les années 1990 en légitiment la pertinence, dans une durée qui se joue des rivalités entre blocs. La guerre de l'Ogaden (1977-1978), la guerre russe en Afghanistan, l'émergence de l'Iran révolutionnaire et la crise des otages américains, l'élimination d'Alî Bhutto, l'attaque de la grande mosquée de La Mecque (1979), l'intervention internationale au Liban pour empêcher les Israéliens d'en finir avec l'OLP (1982), le bombardement américain de la Libye (1986), la protection des pétroliers dans le Golfe (1987-1988) puis l'intervention internationale au Koweït et en Somalie, Etats-Unis en tête (1990-1992)... semblent donner raison aux dessinateurs de l'« arc de crise » pendant plus d'une décennie.

Devenu irremplaçable, il prend bientôt toutes les formes possibles. Le Secrétaire général de l'OTAN, Manfred Wörner, annonce aux Alliés où se trouve l'ennemi qui va remplacer l'URSS : « *tout le long du périmètre méridional de notre territoire, un arc de tension qui se développe dans une certaine mesure, du Maghreb au Moyen-Orient* » (8). D'où la création du Dialogue méditerranéen de

(5) Thierry LEMARC / Robert DREYFUS, *Hostage to Khomeini*, New Benjamin Franklin House Publishing Company, New York, 1980, p. 157; F. William ENGDALH, *A Century of War*, Pluto Press, Londres, 2004, p. 171.

(6) Fred HALLIDAY, *Soviet Policy in the Arc of Crisis*, Washington, Institute for Policy Studies, 1981.

(7) Ces lignes ne critiquent nullement la chorématique – cette méthode de représentation qui s'est imposée dans l'enseignement et la vulgarisation géographiques. La plupart de ses critiques portent d'ailleurs sur les limitations des chorèmes, alors que leur inventeur, Roger Brunet, n'en faisait qu'un instrument supplémentaire d'interprétation de l'espace.

(8) Manfred WÖRNER, « The Atlantic Alliance in a new era », *NATO Review*, vol. XXXIX, n°1, 1991, souligné par nous.

l'OTAN avec la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, Israël et la Jordanie, formant un arc de coopération pour faire pièce à l'« arc de crise » (9).

Selon les uns, l'« arc de crise » épouse les zones à risques pour les échanges et les investissements occidentaux, des espaces de production et transit des matières premières aux flux migratoires. Il englobe les Balkans et la mer Noire : l'heure n'est déjà plus à l'« arc de crise » mais au « nouvel arc de crise » (10). Il absorbe bientôt toute l'Asie centrale affranchie de l'URSS et renouant avec son identité pré-soviétique, sujette à l'islamisation, aux irrédentismes ethniques et aux dissensions politiques (11). Pour les autres, il témoigne de la rivalité Iran-Touran avec, du « côté turc », les élites « kémalistes » centre-asiatiques et pakistanaises et, du côté khomeyniste, tous les ennemis des premiers, du PKK aux islamistes tadjiks, en passant par les nationalistes arméniens. Il serait même mort à l'heure des victoires islamistes du Parti de la prospérité en Turquie puis de Mohammad Khatami en Iran : « *L'arc de crise vient ainsi de perdre toute définition géopolitique et ethnique simple et d'entrer dans la troisième figure* » (12), explique en 1997 Alexandre Adler, toujours en avance d'une crise, l'opposition entre forces laïques et religieuses à l'intérieur de tous les pays de la région venant prendre le relais de la rivalité turco-perse...

La fortune de l'expression est d'autant plus étonnante que la définition de la « crise » se dérobe. Autant l'étendue de « l'arc » fait débat, autant la crise va de soi. Le singulier devrait pourtant étonner : il implique l'existence d'une crise qui s'étend sous diverses modalités, plus que l'agrégation de crises de nature différentes.

... et en perpétuelle évolution !

Un « concept » lancé dans l'arène internationale est toujours au service d'une stratégie qu'il vient légitimer. Or le tournant des années 1990 est censé les renouveler toutes. Si la survie de l'« arc de crise » à un tel ébranlement s'explique aux yeux de certains par la réalité qu'il exprime, le « concept » semble surtout s'adapter aux événements plutôt qu'offrir un cadre pour mieux les interpréter.

En effet, peut-on à ce point généraliser et étiqueter tout ensemble les événements des années 1980-1990, puis dans les années 1990-2000, la crise sociale et religieuse en Égypte, les *intifadas* palestiniennes, l'organisation par l'Iran d'une pression terroriste permanente sur Israël par le Hezbollah puis le Hamas interposés, les crises libanaises à répétition qui voient la Syrie et l'Iran à la manœuvre, l'imbroglie afghan où s'empêtrent les Occidentaux depuis 2001 ou encore l'instabilité politico-religieuse d'un Pakistan à la fois puissance nucléaire et incapable de maîtriser son territoire ? Aussi mitoyennes soient-elles sur la

(9) Sur ce sujet, cf. par exemple F. Stephen LARRABEE / Jerrold D. GREEN, Ian O. LESSER / Micele ZANINI, *NATO's Mediterranean Initiative*, Rand Corporation, Santa Monica, 1998.

(10) Gianni BONVINCINI / Stefano SILVESTRI, « The new 'arc of crisis' and the European Community », *The International Spectator*, XXVII, 1992, p. 31-43.

(11) Shirin AKINER, *Central Asia : New Arc of Crisis ?*, s. 1., RUSI, 1993.

(12) Alexandre ADLER, « Iran-Turquie : l'arc de crise », *Le Monde*, 21 août 1997.

carte, aussi délicat est-il de les relier d'un trait de crayon, à plus forte raison de les concaténer intellectuellement. Les pièces qui formeraient l'arc sont aussi de nature bien différente : puissances régionales (Algérie, Egypte, Israël, Syrie, Iran...), souvent séparées par des pays plus petits (Tunisie), à l'identité parfois incertaine (Liban, Koweït) ou n'ayant même pas accédé à ce statut (Autorité palestinienne, Kurdistan).

Le premier lien qui vient ici à l'esprit entre tous ces éléments est leur appartenance à une « grande stratégie » qu'une seule puissance est à même de concevoir. Que serait donc la « crise » sinon la réaction, sous des modes tous différents, de populations variées habitant des territoires limitrophes, aux efforts américains en vue d'assurer le libre accès aux hydrocarbures du Golfe, d'interdire l'émergence d'une puissance régionale hostile aux Etats-Unis, d'éradiquer l'envie arabe d'anéantir Israël, d'empêcher l'accès des puissances belliqueuses aux armes de destructions massives (13), de promouvoir une certaine forme de stabilité politico-économique fondée sur un modèle libéral et de contenir la forme de conflit ordinaire dans la zone, à savoir le terrorisme, à destination de l'Occident ?

En d'autres termes, la crise ne serait que la liste des défis ou des échecs rencontrés au fil de l'entreprise pacificatrice et libéralisatrice de promotion des intérêts américains (14). La crise n'a donc pas de raison de cesser, ni l'arc de s'effacer. De là à penser que les Etats-Unis dénonceraient la « crise » pour camoufler leur responsabilité dans sa génération, il n'y a qu'un pas. La relation entre l'arc et la crise ressemble ainsi curieusement à celle de la poule et de l'œuf. Et la formule elle-même ne serait qu'un produit à la mode (15).

« ARC DE CRISE » DÉMOCRATE
CONTRE « GRAND MOYEN-ORIENT » RÉPUBLICAIN

Inventeur de la formule, acteur mondial et puissance régionale à l'influence contestée, les Etats-Unis ne peuvent qu'être au premier rang de ceux qui apportent un remède à une maladie qu'ils ont pour les uns inventée, pour les autres contribué à susciter ou à entretenir. Et, pour venir à bout de la crise, ils vont utiliser plusieurs approches : briser l'« arc », en atténuer les crises et en gérer maladroitement le centre.

(13) Peut-être pas à toutes les armes, le Moyen-Orient en étant encore le plus grand marché, hors pays développés, à la fin des années 1990.

(14) Intérêts parfois contradictoires quand on songe que la promotion de la démocratie n'est pas un antidote au terrorisme – comme le prouvent les succès électoraux du Hezbollah ou du Hamas en 2005 et 2006 – et que l'augmentation du niveau de vie peut même le stimuler. Cf. Alan B. KRUEGER, *What Makes a Terrorist*, Princeton Univ. Press, Princeton, 2007 ; Alan B. KRUEGER / Jitka MALEKOVÁ, « The economics and the education of suicide bombers... », *The New Republic*, 24 juin 2002, pp. 27-33, et « Education, poverty, political violence and terrorism... », National Bureau of Economic Research, juil. 2002.

(15) Le cas est flagrant, par exemple, avec le roi Abdallah de Jordanie, dès 2004, puis le président Moubarak, lesquels dénoncent le « *croissant chiite* » passant de l'Iran au Liban par l'Iraq. Leur « concept » relève bien du croquemitaine géographique, en plus d'un message anti-chiite destiné à leurs opinions publiques respectives. Cf. Laurence LOUER, « Du Liban à Bahreïn, y a-t-il un arc chiite ? », *Alternatives internationales*, n° 10, 2012, pp. 14-15.

Le rêve démocratique républicain

La part de la réflexion sur l'« arc de crise » dans la décision d'attaquer l'Iraq en 2003 demeure un mystère. La relation entre Saddam Hussein et Ben Laden comme justification de la guerre ne peut convaincre qu'une population illettrée, tandis que le soupçon de possession d'armes interdites fournit le prétexte – même s'il est probable que la seule façon d'apprendre ce que contient vraiment l'arsenal iraquien est d'aller voir sur place. Les archives américaines ne le dissiperont sans doute pas si, lors de quelques réunions-clefs, le tracé de l'« arc de crise » sur un écran a pu un jour remplacer de longues analyses écrites.

Si ce n'est que la crise est, cette fois, bel et bien l'œuvre des Etats-Unis pour briser l'« arc », contrairement à la crise du Koweït, en 1990, déclenchée par Saddam Hussein (16). La guerre a pour finalité de rendre possible le « Grand Moyen-Orient » néo-conservateur, pendant vertueux de l'« arc de crise ». Car ce « Grand Moyen-Orient » – selon la formule adoptée par les Américains dans les travaux préparatoires du sommet du G8 de 2004 pour y promouvoir paix, prospérité et démocratie – est doté des mêmes limites de l'arc.

Dessin aux frontières floues, il semble forgé à l'aune multiple de l'interdépendance régionale, de la mondialisation et de la capacité militaire américaine à projeter toujours plus loin sa puissance, à l'heure où les villes européennes deviennent de plus en plus vulnérables à des attaques de missiles provenant d'outre-Méditerranée. L'idée de « Grand Moyen-Orient » s'étant intégrée tout naturellement dans la « guerre globale contre le terrorisme », il n'en faut pas plus à de nombreux critiques du gouvernement Bush pour penser qu'il en est le volet régional, destiné à contenir les crises grâce à une ceinture d'Etats bien disposés envers les Etats-Unis et dont les structures autoritaires essoufflées exigent un toilettage démocratique pour être maintenues dans l'orbite américaine.

Disloquer l'« arc de crise » n'est jamais un argument géostratégique avancé comme tel dans les déclarations des responsables américains crédités de vouloir mettre en œuvre une politique dictée par le « choc des civilisations » (17). Cependant, l'idée de créer un Iraq démocratique, pacifique, philo-américain et administré sous forme fédérale par des Chiïtes et surtout des Kurdes, capables de tourner la page du nationalisme baasiste, des guerres contre Israël et de l'unité anti-occidentale de l'OPEP, implique bel et bien de transformer ce trait imaginaire en une ligne brisée. Comme si cette fracture iraquienne aurait rendu moins dangereuses les crises dans les pays alentour, au motif que le modèle vertueux américain ne peut que s'étendre au-delà de ses frontières.

Il semble ainsi que le placage anachronique de la « théorie des dominos » ou du *linkage* d'Henry Kissinger sur la situation géographique d'un Iraq idéal ait

(16) Même si de nombreux analystes estiment que les Américains ont su éviter de le dissuader...

(17) La démocratisation du pays est présentée comme un effet collatéral souhaitable, non un but de guerre. Cf. George W. BUSH, « Remarks to the American Enterprise Institute Annual Dinner », 26 fév. 2003, disponible sur le site Internet www.gpo.gov/fdsys/pkg/WCPD-2003-03-03/pdf/WCPD-2003-03-03-Pg247.pdf.

pu l'emporter sur toutes les considérations historiques, culturelles, ethniques, sociales, géographiques... et le plus élémentaire bon sens.

Le pari démocrate de l'apaisement

En 2006, les experts favorable au camp démocrate ne disqualifient nullement l'« arc de crise », mais seulement la méthode pour l'aborder. Il reste donc toujours possible d'y trouver la justification d'une stratégie américaine.

Nicole Gnesotto, Ivo Daalder et Philip Gordon dans *Crescent of Crisis* transforment et étirent l'« arc » d'Israël au Pakistan, en passant par le Liban, la Syrie, l'Iraq, l'Iran et l'Afghanistan et voient son unité dans une juxtaposition de dangers de nature similaire : prolifération des armes de destruction non conventionnelles (18), absence de démocratie, croissance démographique incontrôlée entraînant une émigration massive, foyers de terrorisme articulés aux conflits religieux locaux menaçant également les Etats-Unis et l'Europe et espace de production d'hydrocarbures essentiels à l'économie mondiale. La stratégie qu'ils proposent pour l'Occident est de créer des Etats viables, seul moyen de rompre avec des années de soutien à des régimes répressifs ne suscitant que la frustration au sein des populations soumises aux autocrates, frustrations qui alimentent tous ces dangers pour l'Europe et les Etats-Unis (19).

La définition de la « périphérie » riche d'insécurité que décrit le « Concept stratégique » de l'OTAN en 1999 n'est pas loin. Il est vrai que ce texte date de la présidence démocrate précédente, mais la différence est-elle si grande avec l'analyse du gouvernement Bush ? La gestion de la vague démographique qui déferle de l'intérieur sur les immenses zones d'urbanisation « sauvage » au sein du Maghreb et du Machrek, la relocalisation des réfugiés – pas seulement de ceux que la communauté internationale entretient grâce à l'UNRWA, mais aussi des Afghans, Iraquiens et Kurdes, qui n'intéressent personne et sont bien plus nombreux que les Palestiniens –, la promotion de la nécessaire réforme économique des Etats de la région, la démocratisation de leurs systèmes politiques à bout de souffle et leur affrontement avec l'islamisme et le fondamentalisme islamique étaient déjà inscrits à l'ordre du jour du « Grand Moyen-Orient ».

Si la description géographique du mal et le diagnostic demeurent, le traitement doit changer. Comment mieux désamorcer la crise qu'en faisant des amis de ses ennemis ? Le premier appel téléphonique du président Obama est pour Mahmoud Abbas, le premier entretien pour Al Arabiya. Après des propos télévisés, dans lesquels il est demandé « *pardon pour les offenses commises par l'Amérique depuis trente ans à l'encontre du monde musulman* » (20), le « Discours du Caire », constitué de citations tronquées ou hors contexte du Coran ou de John Adams, de contrevérités historiques et de comparaisons douteuses

(18) Déjà, en 1998, Zalmay Khalilzad et Ian O. Lesser faisaient du Moyen-Orient le « *point focal de l'inquiétude systémique de l'Amérique concernant la prolifération des armements non conventionnels* » dans *Sources of Conflict in the 21st Century*, RAND Corporation, Santa Monica, 1998, p. 194.

(19) Ivo DAALDER / Nicole GNESOTTO / Philip GORDON (dir.), *Crescent of Crisis*, Brookings Institution Press, Washington, 2006, *passim*.

(20) Laurent MURAWIEC, « La politique de la génuflexion », Metula News Agency, n° 10403/9.

entre la souffrance des Juifs aux mains des Nazis et celle des Palestiniens, vient, en juin 2009, redessiner la figure des Etats-Unis à travers l'*umma*. L'accélération du retrait d'Iraq au profit d'une augmentation massive des effectifs en Afghanistan se veut le résultat d'un arbitrage stratégique rationnel, même si elle relève aussi d'une manière de tourner le dos aux priorités républicaines. L'Amérique d'Obama choisit la main tendue pour remplacer le poing fermé.

La diplomatie du premier mandat Obama s'inscrit-elle dans une logique post-brzezinskienne fondée sur un espoir d'alliance avec tout ou partie de la « civilisation islamique » afin d'en finir avec la « crise » entretenue par l'« orientalisme » de la diplomatie républicaine ? C'est possible, si, d'une part, on se rappelle que Jimmy Carter pensait voir tous les pays arabes s'engager dans le « cercle vertueux » de Camp David après avoir, sans le dire, brisé l'« arc de crise », grâce au retournement de l'alliance égyptienne ; et si, d'autre part, on songe au glissement rapide des centres d'intérêts américains de l'Europe vers le Pacifique, où l'endiguement de la puissance chinoise est devenu l'objectif stratégique directeur.

Cela étant, ne s'agit-il pas plus simplement d'un choix ? Des régimes islamiques conservateurs légitimés par les urnes et convenablement amadoués assureraient une meilleure stabilité à l'« arc de crise » que des autocraties embriaguées dans la « guerre globale contre le terrorisme ». Peu importe dès lors que les Frères musulmans gouvernent l'Afrique du Nord, que l'Iraq devienne une république islamique, que l'Iran possède la bombe atomique, que l'Afghanistan retourne aux Talibans et que le Pakistan se radicalise davantage..., puisque des relations normalisées avec ces pays soulageraient l'effort militaire américain et – qui sait ? – iraient dans le sens d'une pression croissante sur la Chine, c'est-à-dire répondraient à la satisfaction des intérêts authentiques des Etats-Unis, trahis par l'idéologie des néo-conservateurs, par leur tropisme pro-israélien et par leurs fantasmes de libéralisation du Moyen-Orient.

Ce choix de l'apaisement repose sur deux postulats : d'abord que la promotion de l'Islam joue en faveur des Etats-Unis – ce qu'a toujours défendu Zbigniew Brzezinski, mettant au crédit des islamistes afghans qu'il a soutenus l'affaiblissement mortel de l'URSS, quitte à minimiser les succès de l'ère Reagan ; ensuite, qu'une diplomatie tout en retenue peut mieux transformer l'« arc de crise » en un « arc de stabilité » au profit de l'empire américain que les efforts démocratico-bellicistes républicains.

Dans les deux cas, la sanction tombe rapidement : le niveau de popularité du Président démocrate passe au-dessous de celui de son prédécesseur dans les opinions publiques de Rabat à Islamabad, comme si les acteurs régionaux de l'« arc » préféraient la manière forte pour venir à bout de leur « crise »...

L'occultation permanente de l'hypocentre

Cette nouvelle approche implique également un revirement de taille, qui tente de nombreux décideurs démocrates sans doute très en avance sur ce que la société américaine est prête à accepter : l'abandon de la relation privilégiée

avec Israël. Comment ne pas voir là une vraie solution pragmatique pour en finir avec la « crise de l'arc » et les diagnostics simplistes des néo-conservateurs (21) ?

On relèvera que le découplage entre les différentes crises est précisément ce que suggère toujours le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu – ce qui lui vaut une critique internationale unanime pour son « *refus de la réalité* », à savoir l'unité de l'« arc de crise », et l'imbrication de tous les problèmes de la région avec celui qu'il refuse de résoudre, le conflit israélo-palestinien. L'argument est donc valide dans la bouche des Américains mais pas des Israéliens (22).

La raison en est simple : comment être juge et partie ? Il saute aux yeux du plus distrait des géographes que le cœur de l'« arc » est l'Etat d'Israël, comme un corps étranger dans le continuum arabe et islamique qui s'étend de la Mauritanie au Pakistan. Jimmy Carter avait fait jouer l'Egypte comme pivot, George W. Bush l'Iraq. En 2006, Ivo Daalder, Nicole Gnesotto et Philip Gordon font du conflit israélo-palestinien le cœur du problème régional : le sujet s'insère parfaitement dans leur logique puisque la satisfaction politique des Palestiniens que susciterait la création de leur Etat aurait pour finalité première de désamorcer la mère de toutes les crises (23).

Les experts adoptent donc pour « centre » le point que désignent les Arabes depuis plus d'un demi-siècle, sans en tirer de conclusions aussi radicales.

En 1955, Nabih A. Faris et Mohamed T. Husayn, dans *The Crescent in Crisis*, à une époque où une pseudo-rationalité nationaliste ne laissait guère de place aux envolées religieuses, indiquaient sans hésitation le cœur de la crise : Israël. Et leur solution pour la régler : la disparition de l'Etat juif, unique étalon auquel doivent être mesurés les efforts des Arabes pour atteindre l'indépendance et l'unité (24). Car, pour l'écrasante majorité des Arabes et des Musulmans, le foyer de la « crise » reste l'occupation d'une terre considérée comme appartenant à l'*umma* par un peuple non seulement infidèle mais encore théologiquement destiné à la soumission..., perception qui n'est guère dictée par la lecture des cartes.

Reste qu'en faisant d'Israël le cœur de la crise, il devient logique d'en apaiser l'intensité en affaiblissant l'Etat qui se trouve à la racine du mal.

(21) Cf. Antoine COPPOLANI, « L'arc de crise selon Obama et ses conseillers », *Politique étrangère*, n°1, 2009, p. 137.

(22) Cf. le séminaire de la Brookings Institution, 17-20 mars 2009. Il va de soi qu'il s'agit là d'une remarque de forme et non de contenu. Israéliens et Américains diffèrent profondément sur la manière de gérer ce découplage.

(23) Ivo DAALDER / Nicole GNESOTTO / Philip GORDON (dir.), *op. cit.*, *passim*. Il n'y a guère que Gilles Kepel, en 2009, pour faire du Liban et non d'Israël « *l'un des lieux de cristallisation de l'axe de crise du Golfe* », qui s'étend du Levant au Pakistan, dans « Les fractures du Levant », *Le Monde*, 6 juin 2009.

(24) Nabih Amin FARIS / Mohamed Tawfik HUSAYN, *The Crescent in Crisis*, Univ. of Kansas Press, Lawrence, 1955, pp. 174-176.

UN « CONCEPT » VACILLANT A L'HEURE DU « PRINTEMPS ARABE »

A la veille du « Printemps arabe », l'« arc de crise » se porte donc bien et les sociétés qui le peuplent plus mal que jamais : Israël reçoit des milliers de missiles ; les négociations entre Israéliens et Palestiniens sont au point mort ; le Liban vacille, la Syrie y entretient une instabilité permanente, même si une partie des troubles fomentés par des djihadistes sunnites lui échappe ; l'Iraq est dans un état de guerre civile sans le dire ; l'Iran prépare sa bombe atomique ; le terrorisme sunnite des franchisés d'Al Qaïda se répand du Maghreb au Yémen en passant par le Sahel et la Somalie ; l'Afghanistan n'en finit pas de vomir les troupes de la coalition occidentale tout en réclamant la reconduite de faramineuses aides financières... Une « enfilade » géographique des crises rappelant si bien celles qui ont inspiré l'« arc » et qui devrait justifier la pérennité de la formule.

S'éclipse-t-elle définitivement avec le « Printemps arabe » ou se prépare-t-elle à renaître avec l'intervention française au Mali ? Cette évolution traduit-elle la réalité d'une menace islamique inavouable ou tout simplement l'impossibilité de fonder autrement une géostratégie ?

Le « Printemps arabe », tombeur de l'« arc de crise » ?

Si la formule d'« arc de crise » avait connu un authentique succès alors que les crises qu'il englobait pouvaient difficilement faire l'objet d'une explication unificatrice, elle se fait particulièrement discrète à l'heure du « Printemps arabe ». Les géopolitologues auraient d'ailleurs pu le remplacer par l'« arc de changement » que souhaitaient promouvoir près de quinze ans plus tôt des experts de la Rand Corporation pour désigner un espace politiquement, économiquement, socialement sclérosé, qui devait inéluctablement se transformer (25). L'« arc de crise » s'évanouit du vocabulaire de l'analyse dans les publications spécialisées, en particulier américaines. La France n'est pas en reste. Avec une prescience remarquable, *Défense et sécurité nationale : le livre blanc* français de 2008 étendait l'« arc de crise » « de l'Atlantique à l'océan Indien, de la Mauritanie au Pakistan en recouvrant notamment toute la zone sahélienne, de la Mauritanie jusqu'à la Somalie »... Et le voilà qui s'évapore du *Livre blanc sur la défense et la sécurité* dans sa version de 2013 !

Faut-il estimer qu'il n'y a pas de crise dans l'appel révolutionnaire des peuples arabes en faveur du changement qui ébranle les Etats du Maghreb au Machrek ? Il semble qu'en 2011 l'espoir d'une démocratisation généralisée des pays arabes ne peut plus décemment s'exprimer à l'aide d'une formule usitée depuis plusieurs décennies pour évoquer conflits, massacres et misère. Y recourir laisserait entendre que la « crise » est négative par nature et ne peut être féconde. Comment interpréter la destitution du président Morsi en 2013 : comme une crise, dans la mesure où c'est bien l'armée et la rue qui l'évincent du pouvoir, ou comme un retour à la stabilité de l'ère Moubarak, une fois refer-

(25) Zalmay KHALILZAD / Ian O. LESSER, *op. cit.*, p. 175.

mée la parenthèse ouverte par les Frères musulmans ? Ce n'est plus alors le concept géographique d'« arc », mais peut-être le concept historique de « crise » qu'il faudrait revoir...

La disparition momentanée de l'« arc de crise » est-elle plus une affaire « *d'affichage que de changement d'analyse stratégique* » (26) ou doit-elle être mise au crédit d'un sursaut de rigueur intellectuelle ? Il est difficile de répondre tant ce silence s'impose à l'heure où la crise est partout.

Quant à l'« arc de crise », il n'a jamais été aussi présent : il s'étend, gagne en profondeur, du Mali au Kenya en passant par le sud du Maghreb, le Niger, le Nigeria et la Somalie. La concentration de l'activité terroriste d'inspiration islamique dans la moitié septentrionale de l'Afrique invite à un nouveau tracé. Les faits sont incontestables et les contacts avérés entre les divers mouvements impliqués dans le combat sacré islamique – Al Qaïda au Maghreb islamique, le Mouvement pour l'unicité du djihad en Afrique occidentale, Ansar Dine, Boko Haram, les Shebabs somaliens... D'ailleurs, si la formule renaît, c'est désormais pour décrire la situation africaine.

Dès lors que la crise s'étale sur la carte, mieux vaut le nier. Et si la crise est partout, ce n'est plus la crise, mais la norme (27) et sa représentation géographique n'a peut-être plus de sens. Lorsqu'on ne parle plus d'« arc de crise », ce n'est donc pas parce que l'intensité de la crise diminue ou que son étendue se réduit, mais tout simplement qu'on souhaite moins en parler. La compréhension du monde se réduit parfois à des choix de communication.

Arc de crise... ou croissant islamique ?

La question mérite donc d'être posée : l'« arc de crise » démocrate de 1979 n'a-t-il pas été recyclé pendant des années pour éviter l'évocation des idées sacrilèges de Samuel Huntington, accusé d'avoir nourri l'*hybris* des néo-conservateurs ?

L'idée d'une continuité spatiale aux « frontières sanglantes » est toujours présente. Soixante ans après Faris et Husayn, ce ne sont pas les nationalistes du Baas mais les Frères musulmans et leurs concurrents qui annoncent l'effort d'unification de l'Afrique du Nord au Levant sous leur bannière. Avec le « Printemps arabe », l'espace de l'« arc de crise » est pour nombre de Musulmans celui où s'accomplit cette promesse. Si ce n'est en Algérie, épuisée par une guerre civile, et dans les monarchies du golfe Persique, où la rente des hydrocarbures achète la paix sociale, les partis néo-fondamentalistes sortent vainqueurs de toutes les consultations électorales et les mouvements armés en faveur de l'application de la *sharia* sont au combat en Libye, en Syrie, au Yémen, en Iraq, en Afghanistan... Bahreïn étouffe la contestation ; le Nigeria est incapable de réduire au silence Boko Haram ; le Mali septentrional tombe entre les mains des milices djihadistes, au point de déterminer une opération militaire fran-

(26) Comme le soupçonne judicieusement Bruno TERTRAIS dans *Libération*, 29 avr. 2013.

(27) Jacques ATTALI « boucle » l'« arc de crise » en l'étendant... au monde entier. Cf. son blog sur *L'Express*, 21 janv. 2013 !

çaise ; les combats reprennent dans le Kurdistan turc dans une discrétion internationale dictée par l'intérêt américain pour la stabilité de leur allié.

Quant à l'objectif premier de ces combattants, il n'est pas caché ; c'est autant l'extension de la périphérie que la conquête du centre. Hammadi Jebali, Secrétaire général d'Ennahda destiné à devenir Premier ministre, déclare à Sousse, le 13 novembre 2011 : « *Mes frères, vous vivez un moment historique, un moment divin, une nouvelle étape civilisationnelle, si Dieu le veut, dans le sixième califat, une grande responsabilité nous attend* ». Six mois plus tard, dans un discours diffusé le 1^{er} mai 2012 sur Al-Nas, le prédicateur Safwat Higazi ne cache pas son attente : « *Nous pouvons voir comment le rêve d'un califat islamique est en train de se réaliser, inch Allah, grâce à Mohammed Morsi. La capitale du califat – la capitale des Etats-Unis des Arabes – sera Jérusalem* ». Derrière lui, les notables d'entre les Frères musulmans, dont le candidat Morsi, acquiescent. Tayseer Al-Tamimi, haut juge islamique de l'Autorité palestinienne, s'adresse en termes semblables à ses auditeurs le 31 décembre 2012 : « *Les révolutions arabes contre l'injustice, la tyrannie et l'oppression [destitueront le pouvoir égyptien], le califat sera rétabli [...] Jérusalem sera la capitale du califat, avec l'aide d'Allah* » (28).

Qui ne se gausserait d'un « arc de crise » défini par les frontières d'un califat unifié de la Mauritanie au Pakistan ? N'est-il pas le repoussoir imaginé par les tenants d'une politique anti-islamique et néo-coloniale – comme Willy Claes, successeur de Wörner (29) – qui accordent une importante démesurée aux divagations de quelques prédicateurs illuminés ? D'une part, l'« arc de crise » qui a été imaginé à la fin des années 1970 est-il vraiment plus sérieux ou moins idéologiquement connoté ? Et, cette fois, la fusion des crises n'est-elle pas enfin une réalité, comme le déclare au Conseil de Sécurité l'envoyé de l'ONU, Martin Kobler, en décrivant la fusion des théâtres d'opération en Iraq et en Syrie (30) ?

L'« arc de crise » ne serait-il donc pas tout simplement l'espace où doit advenir le califat et dont les soubresauts trahissent les convulsions de l'enfantement et les luttes qui l'accompagnent entre les adversaires de cet ordre nouveau et ses partisans, eux-mêmes divisés entre néo-fondamentalistes, salafistes et djihadistes ? Quel parfait « arc de crise » que cette continuité islamique où la pratique religieuse s'intensifie depuis des décennies, où les législations s'islamisent peu à peu, où les mouvements proclamant que « *l'Islam est la solution* » s'emparent des leviers du pouvoir (31)... puis les perdent. Certes, le renversement du président Morsi, en 2013, repousse l'avènement de cette unité, mais les constructeurs du califat ont la patience des bâtisseurs de cathédrales.

(28) .Discours diffusé sur Azhari TV, 31 déc. 2012.

(29) Willy CLAES écrit que « *le fondamentalisme est au moins aussi dangereux que le communisme* », dans « *Wir können den Russen kein Vetorecht einräumen* », *Süddeutsche Zeitung*, 9 fév. 1995.

(30) Edith M. LEDERER, « *UN envoy: Iraq and Syrian conflicts are merging* », AP, 16 juill. 2013, disponible sur le site Internet bigstory.ap.org/article/un-envoy-iraq-and-syrian-conflicts-are-merging.

(31) Denis BAUCHARD, « *From Lebanon to Pakistan : a crescent of crisis out of control ?* », *Politique étrangère*, n°5, 2008, p. 115.

L'« arc de crise » est-il autre chose que le « monde arabo-islamique », c'est-à-dire l'*umma*, en partie ou dans sa totalité, pseudo-concept récusé par la recherche académique au motif que l'arabité et l'Islam ne font que se chevaucher dans un espace d'intersection particulier, mais pseudo-concept tous les jours bien utile aux décideurs dans l'arène internationale dès lors qu'on lui procure un simulacre présentable. Car on peut très bien travailler avec des concepts flous, comme « terrorisme » ou « communauté internationale » – à condition d'assumer ses choix. En d'autres termes, les spécialistes n'ont-ils pas utilisé l'« arc de crise » pendant plusieurs décennies pour éviter d'évoquer la confrontation pluriséculaire entre Islam et Occident ? On répondra selon la célèbre formule du président Deleorgueau procès Dreyfus : la question ne sera pas posée.

Un affichage en quête de stratégie ?

Une autre hypothèse peut être formulée pour expliquer l'éclipse de l'« arc de crise » au moment du Printemps arabe et sa réapparition peu après à propos de l'Afrique. N'aurait-on cessé d'y recourir pour conjurer une autre perception de l'espace et une autre vision du monde, profondément liée aux intérêts des Etats-Unis ? En d'autres termes, lorsque les Etats-Unis n'ont plus de ligne directrice, mieux vaut cesser d'utiliser leurs instruments.

La diffusion des idées dans les cercles de spécialistes, destinée à préparer leur acceptation par les conseillers des décideurs, est un élément essentiel de la politique d'influence américaine, on l'a dit. Or, ce soudain silence, cette disparition de la formule pour désigner l'espace arabo-islamique ne révéleraient-ils pas en réalité une absence de vision, le vide de la pensée stratégique occidentale contemporaine ? Il semble qu'entre une idée généreuse, irréaliste et finalement dangereuse de démocratisation *more American* des Etats arabes, disqualifiée par le chaos iraquien, et la constatation passive de la victoire électorale des partis issus des Frères musulmans, puis de leur renversement par la rue en Egypte, les Etats-Unis se retrouvent sans idée pour structurer ce qui était naguère l'« arc de crise ». Et ils entraînent leurs alliés – car il n'y a pas de pensée stratégique européenne – dans ce néant. L'« arc de crise » africain de plus en plus souvent évoqué à compter de la fin 2012 ne l'est plus par les *think tanks* naguère liés aux décideurs américains en quête d'opérations militaires à mener (32). L'Afghanistan et l'Iraq ont fait aussi passer tant aux Américains qu'aux Européens le goût de l'aventure militaire. Mieux vaut donc éviter les formules qui donnent envie de mettre sur pied des corps expéditionnaires.

Si les dirigeants occidentaux ne faisaient pas mystère de leurs craintes vis-à-vis de la radicalisation islamique au lendemain de la Guerre froide, la victoire de leurs ennemis désignés et le besoin de nouer avec eux des relations politiques et économiques imposent un changement de vocabulaire et de perspec-

(32) Il apparaît davantage dans des cercles de seconde importance. C. « Al-Qaeda and the African arc of instability », disponible sur le site Internet www.cimicweb.org/cmo/ComplexCoverage/Documents/Reports/rT002_Al_Qaeda_and_African%20Arc_of_Instability_%2817-Dec-12%29.pdf.

tives à compter des années 2010, quitte à se faire surprendre par leur défaite, comme en Egypte. Est-ce étonnant de la part d'un Occident où la réaction tactique a remplacé la vision stratégique, ce qui est inéluctable lorsque des formules réductrices ont trop longtemps rendu compte de la complexité des relations entre peuples et nations ?

De là à penser que cette absence de réelle vision fondée sur une compréhension des crises qui ébranlent le monde islamique depuis la Révolution iranienne – incluant une expertise géographique – date en réalité de l'avènement de la formule, en 1979, il n'y a qu'un pas. Par prudence, on évitera de le franchir...

* *
*

« *Le rôle des géographes est de rendre compte de l'enchevêtrement spatial de différentes catégories de phénomènes [...] de façon que les entreprises humaines puissent y être menées ou organisées plus efficacement* » (33). Or, quelles sont les entreprises menées par les Etats occidentaux dans la zone de l'« arc de crise » ? Le soutien aux autocrates a sombré avec le Printemps arabe. La démocratisation de l'Iraq et la pacification de l'Afghanistan sont des échecs. La Libye bénéficie d'une intervention occidentale pour se débarrasser de son dictateur ; pas la Syrie. Rien n'est venu à bout de l'« arc de crise », ni courage, ni faiblesse, ni intervention, ni retrait. Pas même la volonté de le tronçonner en problèmes. De l'offensive, on est passé à de la réaction mesurée qui ne requière plus de stratégie.

Le vocabulaire, même géographique, rend compte de l'esprit du temps plus que des réalités observables – lorsqu'il ne sert pas tout simplement à nous empêcher de réfléchir et d'identifier rationnellement les intérêts des nations. L'usage indifférent entre « arc », « croissant » ou « axe » de crise témoigne du manque de rigueur des utilisateurs de ces formules. Après trente ans de réflexion géopolitique à vide, la confusion semble l'avoir emporté sur la clarté et la représentation de l'espace avoir servi à la justification d'objectifs prétendument dictés par l'analyse des données. Car il ne s'agit ici que de légitimité : tout vocabulaire aux échos savants donne l'impression aux locuteurs et auditeurs qu'ils atteignent un niveau supérieur d'intellection. Tel fut le rôle de l'« arc de crise ». D'une part, la répétition incantatoire crée la réalité, sur un modèle presque goebbelsien ; d'autre part, l'identification d'une réalité géographique se veut indéniable et rend possible une action à la rationalité très contestable en évitant la critique.

Faute de briser l'« arc de crise », mieux vaut ne plus en parler. Pourquoi tenter l'analyse spatiale et la modélisation des désordres et des guerres du Maghreb et du Machrek ? Si la géographie sert d'abord à faire la guerre, pourquoi penser l'espace en vue de l'action ? Elle est désormais impossible pour un Occident au bord de la banqueroute, hormis des expéditions aériennes sans

(33) Yves LACOSTE, *op. cit.*, p. 172.

danger, comme c'est le cas dans le ciel de Libye en 2011, ou post-coloniales ponctuelles, comme au Mali en 2013. Après la philosophie et l'histoire, mieux vaut pour la géographie se faire discrète, plutôt que d'alimenter le verbiage destiné à camoufler l'incapacité des décideurs à comprendre le monde d'aujourd'hui et dessiner celui de demain.